



Cession de droits sociaux

NON CONSTATÉE PAR UN ACTE À DÉCLARER OBLIGATOIREMENT
(articles 639, 653, 662-3° et 726 du code général des impôts)

Date de la cession : 17 / 03 / 2025

CÉDANT(S)	<input type="checkbox"/> Mme <input checked="" type="checkbox"/> M.		<input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.		
Nom de naissance et prénom(s)	ANGELO AVERNA				
Date de naissance	06/07/1999				
Département et commune, ou Pays de naissance	LICATA(ITALIE)				
Nom du conjoint					
Adresse courriel					
Régime matrimonial	CELIBATAIRE				
SOCIÉTÉ :	N° SIREN		Code activité		
Forme et dénomination					
Adresse postale complète ou siège					
Service des impôts dont dépend le cédant pour la déclaration de ses revenus ou bénéfices ⁽¹⁾					
CESSIONNAIRE(S)	<input type="checkbox"/> Mme <input type="checkbox"/> M.		<input type="checkbox"/> Mme <input checked="" type="checkbox"/> M.		
Nom de naissance et prénom(s)	CALOJERO AVERNA				
Date de naissance	30/09/1989				
Département et commune, ou Pays de naissance	LICATA (ITALIE)				
Nom du conjoint					
Adresse courriel et numéro de téléphone					
Régime matrimonial	MARIE				
SOCIÉTÉ :	N° SIREN		Code activité		
Forme et dénomination					
Adresse postale complète ou siège					
DROITS SOCIAUX CÉDÉS					
Forme et désignation de la société : SAS LA PIZZERIA SICILIA					
Siège de la société :					
N° SIREN du principal établissement :	<u>9 1 5 1 6 1 5 8 2 </u>	Société à prépondérance immobilière : <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non			
Nature des biens représentés par les droits sociaux cédés : ACTIONS					
Nombre total de droits sociaux de la société :	100	Date de la réalisation définitive de l'apport de ces biens à la société : <u>1 / 6 / 2024</u>			
Nombre et numéros des droits sociaux cédés : CINQUANTE ACTIONS NUMEROTEES 1 à 5 et 11 à 55					
Motif d'exonération ou de non taxation de la plus-value ⁽²⁾ :					
ORIGINE DE PROPRIÉTÉ					
Précédent propriétaire ⁽¹⁾ :	Nom : COLOJERO AVERNA				
	Adresse : 80 BOULEVARD DE LA COMTESSE - 13012 MARSEILLE				
Mutation :	Date (si le bien a été acquis à titre gratuit, date du décès) : <u>1 / 6 / 2024</u>				
	Nature : CESSION A TITRE ONEREUX				
Prix d'acquisition ⁽¹⁾ :	750 €				
BASE TAXABLE (cf. notice au verso, cadre 2)			MODE DE PAIEMENT		
750	€ -	750	€ =	0	€
Prix + Charges ou valeur réelle	Abattement		Base nette taxable		<input type="checkbox"/> Chèque à l'ordre du Trésor public <input type="checkbox"/> Virement <input type="checkbox"/> Carte bancaire <input type="checkbox"/> Numéraire (si n'exécède pas 300 €)
Certifié exact, à MARSEILLE....., le <u>1 / 3 / 2025</u>					
Signature(s) du cédant et/ou du(des) cessionnaire(s) :					

⁽¹⁾ Renseignements à fournir obligatoirement (CGI, Annexe II, art. 74 SJ).

⁽²⁾ Uniquement pour les sociétés à prépondérance immobilière (cf. notice au verso, cadre 5).

NOTICE EXPLICATIVE DE LA DÉCLARATION N° 2759-SD

Cette déclaration doit être souscrite pour déclarer les cessions, à défaut d'acte les constatant :

- d'actions, de parts de fondateurs, de parts bénéficiaires des sociétés par actions négociées ou non, sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code,
- de parts ou titres du capital, souscrits par les clients, des établissements de crédit mutualistes ou coopératifs,
- de parts sociales des sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions,
- de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière.

1 - DÉPÔT

En deux exemplaires, dans le mois de la cession :

- au service chargé de l'enregistrement dont dépend le domicile de l'une des parties contractantes ;
- à la recette des non-résidents (10, rue du Centre – TSA 50014 – 93465 Noisy-le-Grand cedex), si les deux parties résident à l'étranger ;
- à titre exceptionnel, au service chargé de l'enregistrement dont dépend le siège social de la société dont les titres sont cédés, pour les cessions d'actions réalisées au profit des administrateurs et des membres du conseil de surveillance de sociétés ou groupes de sociétés.

Cas particulier : les cessions d'actions ou de parts qui confèrent à leur détenteur le droit de jouissance d'un anneau d'amarrage doivent être déclarées au service des impôts de la situation des biens.

2 – BASE TAXABLE

Pour les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière, autres que les cessions de titres de sociétés civiles de placement immobilier (SCPI) offerts au public, le droit d'enregistrement est calculé, à concurrence de la fraction des titres cédés, sur la valeur réelle des biens et droits immobiliers détenus par la personne morale directement ou indirectement au travers d'autres personnes morales à prépondérance immobilière après déduction du seul passif afférent à l'acquisition de cette fraction des titres cédés ainsi que sur la valeur réelle des autres éléments d'actifs bruts.

Pour les cessions d'actions, de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires des sociétés par actions négociées ou non sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code, ainsi que pour les parts ou titres du capital, souscrits par les clients des établissements de crédit mutualiste ou coopératifs, le droit d'enregistrement est calculé sur le prix exprimé et le capital des charges qui peuvent s'y ajouter ou sur une estimation des parties si la valeur réelle est supérieure au prix augmenté des charges.

Pour les cessions de parts sociales dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, autres que les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière soumises au taux de 5 %, le prix de cession (ou la valeur réelle si elle est supérieure) est diminué d'un abattement égal à :

$$\frac{23\,000 \text{ euros} \times \text{nombre de parts cédées}}{\text{Nombre total de parts sociales de la société}}$$

Exemple : Monsieur Y vend 300 parts d'une société comprenant au total 1 000 parts, pour un prix de 50 000 euros.

L'abattement est égal à : $(23\,000 / 300) \times 1\,000 = 6\,900$ euros.

La base nette taxable s'élève donc à $50\,000 - 6\,900 = 43\,100$ euros. L'arrondissement des bases et cotisations est effectué à l'euro le plus proche. Les bases inférieures à 0,50 euro sont négligées et celles égales ou supérieures à 0,50 euro sont comptées pour 1 euro (article 1649 undecies du code général des impôts).

3 - TARIFS

Pour les cessions d'actions, de parts de fondateurs ou de parts bénéficiaires des sociétés par actions négociées ou non sur un marché réglementé d'instruments financiers au sens de l'article L.421-1 du code monétaire et financier ou sur un système multilatéral de négociation au sens de l'article L.424-1 du même code, ainsi que pour les parts ou titres du capital, souscrits par les clients des établissements de crédit mutualistes ou coopératifs le taux est fixé à 0,1 %.

Pour les cessions de parts sociales (autres que celles à prépondérance immobilière soumises au taux de 5 %) dans les sociétés dont le capital n'est pas divisé en actions, le taux est fixé à 3 %. Dans ce cas, il est appliqué un abattement (cf. cadre 2 ci-dessus).

Pour les cessions de participations dans des personnes morales à prépondérance immobilière le taux est fixé à 5 % (notion de prépondérance immobilière : cf. article 726-I-2° du code général des impôts).

4 – LIQUIDATION DES DROITS

Elle est effectuée par l'administration. Les droits portant sur cette déclaration ne peuvent être inférieurs au minimum de perception prévu à l'article 674 du code général des impôts (25 euros).

5 – PLUS-VALUE (ne concerne que les sociétés à prépondérance immobilière)

Les cessions à titre onéreux des droits sociaux de sociétés, dont l'actif est principalement constitué d'immeubles ou de droits immobiliers, sont soumises au régime d'imposition des plus-values immobilières (article 150 UB du code général des impôts). Le cédant doit déposer, en double exemplaire, une déclaration de plus-value n° 2048-M-SD au service des impôts du domicile du vendeur (article 150 VG.I.4° du code général des impôts). Si la déclaration n° 2759-SD est déposée au service des impôts du domicile de l'acquéreur, alors la déclaration n° 2048-M-SD est déposée, seule, au service des impôts du domicile du vendeur. Toutefois, aucune déclaration n° 2048-M-SD ne doit être déposée lorsque la plus-value est exonérée ou lorsque la cession ne donne pas lieu à une imposition. Il convient dans cette situation de préciser au recto, dans le cadre « Droits sociaux cédés », la nature et le fondement de l'exonération ou de l'absence de taxation.

Attention : pour l'appréciation de la prépondérance immobilière, ne sont pas concernés les immeubles affectés par la société (dont les droits font l'objet de la cession) à sa propre exploitation industrielle, commerciale, agricole ou à son propre exercice d'une profession non commerciale.

CADRE RÉSERVÉ À L'ADMINISTRATION		Encaissement	
Déclaration n°	2759-SD	Droits	25
Valeur taxée	750	Pénalités	—
Taux de l'impôt	0,2	N°	14 AVR. 2025
		Date	

Service Départemental de l'Enregistrement
79 Avenue de Saint Julien
13277 Marseille Cedex 12